

## NON AU HOLD UP SUR LE LUNDI DE PENTECOTE 16/05/2005

**Ils ont osé !** Ils se sont servis des événements malheureux survenus lors de la canicule de l'été 2004 pour s'engouffrer dans cet espace de culpabilisation des salariés.

Qui ça ils ? cherchez bien, vous allez trouver !

- ceux qui ont baissé l'impôt sur les Sociétés de 30 % ;
- ceux qui ont diminué l'impôt sur les grandes fortunes ;
- ceux qui ont annulé des budgets promis pour l'amélioration des structures d'accueil des personnes âgées ;
- ceux qui ont mis en place la réforme hospitalière en fermant des lits et des services ;
- ceux qui mettent en place la réforme de la sécurité sociale (déremboursement des médicaments, augmentation du forfait journalier, etc..)
- ceux qui laissent sur le carreau 10% de chômeurs
- ceux qui laissent perdurer 1 million de RMIstes
- ceux qui acceptent 3 millions de personnes sans logement ou mal logées

Ils n'ont pas honte ? alors que :

- le bénéfice net des sociétés du CAC 40 a progressé de 64% en un an (57 milliards d'euros),
- les dossiers de surendettement jugés recevables ont encore augmenté de 6,15% en 2004,
- 40% des emplois nouveaux sont des emplois précaires (alimentant de fait la spirale du chômage).

Avant, les jours fériés, nous étions payés sans travailler ; aujourd'hui, on nous demande de travailler sans être payé...

La journée dite « de solidarité » instituée par Gouvernement RAFFARIN , encore une fois, est faite pour peser uniquement sur « l'effort » demandé aux seuls salariés. Dans le même temps, tout est organisé dans le monde du travail (public et privé) pour que chacun « marche sur la tête » de ses collègues afin de prouver qu'il est le meilleur. Nous n'avons pas besoin de cet effort, de cette soi-disant compassion, nous n'avons pas besoin de « cette solidarité là ». De plus, si les salariés n'étaient pas obligés de répondre aux exigences des délocalisations et « mobilités » en tout genre, pour que le profit se porte bien, de nombreuses familles ne seraient pas éparpillées !...

Des moyens existent pour financer un service de qualité auprès des personnes âgées qui méritent mieux que de la pitié !

Le travail gratuit et l'allongement de la durée du travail imposés aux salariés ne font qu'augmenter la productivité dans les entreprises et les services publics en introduisant une obligation de travail non rémunéré. C'est une contribution nouvelle qui n'affecte que les seuls salariés puisque les entreprises bénéficieront d'une journée de production supplémentaire de biens ou de services en échange d'une contribution de 0,3% de la masse salariale (puisque il n'y aura pas paiement de la journée de travail, ni de charges sociales).

**Cela ressemble plus à une journée de solidarité avec le MEDEF...**

**Ensemble, nous devons dire : CA SUFFIT.**

**STOP à la déréglementation , à la remise en cause systématique du droit du travail.**

## La CGT ANPE appelle à la grève le 16 mai.